

Les enjeux du Centenaire de la Grande Guerre en Nouvelle-Calédonie



Par Sylvette Boubin-Boyer, docteur en histoire

Introduction

La Nouvelle-Calédonie, collectivité *sui generis* de la République française, est entrée dans la dernière phase de la décolonisation impulsée par l'Accord de Nouméa (1998). En 2018 au plus tard, un referendum ou un nouvel accord devraient lui donner un nouvel avenir, basé sur "une communauté de destin". C'est dire si les commémorations du Centenaire du début de la Première Guerre mondiale prennent une dimension que l'on ne retrouve pas en métropole ni dans les autres anciennes colonies. Si les enjeux de ces commémorations revêtent provisoirement une apparence commune avec la métropole en raison de la souveraineté toujours actuelle de l'Etat dans les domaines régaliens, les populations restent clivées en deux blocs d'importance démographique presque identique et n'ont pas les mêmes souhaits que leurs compatriotes de l'Hexagone. En majorité, les "Européens" "mélangés" d'apports principalement océaniques et asiatiques se veulent "Français", de Nouvelle-Calédonie. En dépit de nombreux métissages biologiques et sociétaux, beaucoup de Kanak revendiquent leur origine de "peuple premier" et la pleine souveraineté de la Kanaky. Néanmoins, 2014 a offert aux habitants de la Nouvelle-Calédonie l'opportunité de retrouver une partie de leur identité, de se reconnaître dans la participation de leurs Anciens à la Grande Guerre, au sein de la même nation, et d'en comprendre l'histoire et les enjeux.

Les Calédoniens d'origine européenne sont aujourd'hui aussi divers que l'étaient les soldats mobilisés de 1914-1918. Lors du

déclenchement de la Grande Guerre, le ministère de la Guerre les a catégorisés en "*Français*", nés en métropole mais résidant en Nouvelle-Calédonie, quelle que soit leur date d'arrivée et en "*Créoles*", nés de parents métropolitains ou citoyens français installés dans la colonie. Les enjeux mémoriels des descendants de ces premiers mobilisés ne sont pas les mêmes. Les "*Créoles*" (appelés "*Caldoches*" aujourd'hui) souhaitent voir accepter leur présence et pérenniser leur statut de citoyens français par l'Etat. Les "*Français*" (appelés de nos jours "*Zoreilles*" ou "*Métros*"), sont comme en 1914, tiraillés entre un patriotisme parfois de circonstance, un réel attachement à la France mais aussi le désir ou le besoin d'intégration dans cette société insulaire très fermée. Comme en 1914, il n'y a pas de place pour les métis. L'installation d'un "Comité du Centenaire" à Nouméa en janvier 2014, en instaurant la nécessité de comprendre les épreuves communes avec la France métropolitaine et ses habitants durant la Grande Guerre, en rappelant l'engagement de toutes les communautés calédoniennes dans le conflit, a contribué au surgissement de nouvelles problématiques quant à un avenir commun des composantes de la société multi-ethnique calédonienne.

La Mission du Centenaire en Nouvelle-Calédonie

Dès son lancement à Paris, la Mission du Centenaire a été prise très au sérieux par la communauté calédonienne. Le haut-commissaire de l'époque, Jean-Jacques Brot a, dès janvier 2013, nommé et convoqué un "Comité du Centenaire en Nouvelle-Calédonie", chargé de coordonner les différentes initiatives des autorités militaires, civiles et religieuses de la Nouvelle-Calédonie, pour le meilleur et pour le pire. Les services culturels nationaux et locaux, des docteurs en histoire et autres historiens locaux, l'université de la Nouvelle-Calédonie, des muséographes, des "passionnés d'histoire", des collectionneurs, etc. ont été conviés aux côtés d'une délégation des forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC), de représentants de l'Etat, du Sénat coutumier de la Nouvelle-Calédonie, du gouvernement et du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, des trois provinces (Sud, Nord et Iles), des édiles communaux (maires), d'associations d'anciens combattants, de l'ONAC (Office national des Anciens Combattants et Victimes de Guerre), du Souvenir français, de l'archevêché de Nouvelle-Calédonie, des journalistes, ...

La tâche du Comité calédonien est de recenser les différents projets et de sélectionner ceux qui seront présentés par ses soins à la labellisation nationale. La réunion tenue en février 2014 avait été houleuse en raison de dissensions entre le haut-commissaire de la

République et les représentants du gouvernement local, en ce qui concerne les prérogatives des uns et des autres en matière d'enseignement. J.J. Brot ayant quitté son poste peu après, le nouveau haut-commissaire, Vincent Bouvier n'a pas convoqué le Comité durant le reste de l'année 2014. La réunion de février 2015 a montré les limites des actions du comité qui a accepté un projet subventionné sans en vérifier ni le budget ni le respect des formalités d'inscription habituelles.

La première réunion du Comité calédonien de la Mission du Centenaire de la Grande Guerre aurait dû être l'occasion d'un débat sur les enjeux des commémorations de 2014-2018. Combien décevante a été la suite. Il n'y a pas eu de présentation historique de la Nouvelle-Calédonie, des Calédoniens et Kanak dans la Grande Guerre ni des liens avec les Nouvelles-Hébrides d'alors (Vanuatu), ni de la Nouvelle-Calédonie comme centre de mobilisation des citoyens français du Pacifique, pas de demande d'exposé ou de renseignements historiques, pas de réserves quant aux archives extrêmement parcellaires qui se trouvent en Nouvelle-Calédonie, pas de demandes d'autres sources, pas de discussion de fond sur les enjeux des commémorations du Centenaire de la Grande Guerre, pas d'harmonisation des objectifs et des projets pour la Nouvelle-Calédonie et ses habitants. Chacun a présenté son projet "unilatéralement"... En dehors de quelques projets spécifiques du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie, des FANC et du SANC (Service des archives de Nouvelle-Calédonie), les aspects pédagogiques, historiques, économiques, humains, sociétaux, politiques ont été gommés au profit de projets opportunistes. Il est regrettable que, pour certains, la demande de documentation auprès du SANC ou des historiens se soit limitée à l'utilisation de leurs travaux, photos ou documents sans réflexion ni recherche personnelle. Les visites au SANC, comme celles de l'exposition permanente du musée de la ville de Nouméa « Mémoires océaniques de la Grande Guerre », ont passionné les élèves de nombreuses classes. Mais la plupart des "spécialistes" du Comité de la Mission du Centenaire sont restés cantonnés dans leurs domaines d'actions ou leurs centres d'intérêt, alors qu'ils auraient dû contribuer à faire appréhender l'histoire de la Nouvelle-Calédonie dans son ensemble durant la Grande Guerre.

Les enjeux du Comité ont été tout d'abord de vérifier l'avancée et l'achèvement des projets labellisés. Un seul projet a été refusé, et l'a été deux fois : un "passionné d'histoire" souhaitait éditer un "Livre d'or des Kanak morts pour la France". Le refus de labellisation du Comité tient au fait que les tirailleurs indigènes de Nouvelle-Calédonie ont été "engagés volontaires" sous un prénom, un nom d'emprunt, un surnom ou un sobriquet. En l'absence d'état civil indigène en Nouvelle-Calédonie, établi seulement en 1934, la plupart des Kanak morts pour la France

n'ont pas d'identité juridique. La recherche du patronyme porté aujourd'hui par le clan ou la famille est en cours mais se heurte à un grand nombre d'obstacles : disparition de la famille, changement du nom de clan, etc. Par ailleurs, d'aucuns n'ont pas intérêt à retrouver le nom de clan de ces anciens tirailleurs, en raison de nombreux différends qui pourraient surgir sur le foncier. La volonté et la nécessité d'oubli sont sans doute à prendre en compte dans certaines régions où les relations entre clans ne sont pas apaisées.

Certaines communes n'ont pas de projets, par ignorance, désintérêt, revendication nationaliste plus forte d'une population déjà "désengagée" de la France. Pour certains édiles ou citoyens d'aujourd'hui, en 1914-1918, la France n'a cherché que de la "chair à canon" ; la reconnaissance de la République envers ses mobilisés d'alors est toujours attendue. De plus, il ne faut pas oublier de nos jours la présence d'un certain nombre d'acteurs anticolonialistes, de cœur ou de circonstance, la plupart du temps métropolitains ou Caldoches bientôt septuagénaires, diplômés, généralement antimilitaristes et qui refusent le principe des commémorations. D'autres, en 2014, n'ont rien changé à leurs habitudes : dans la plupart des communes, la cérémonie du 11 Novembre a été la même que les années précédentes (organisée par les anciens combattants et les édiles, avec porte-drapeau, lever des couleurs, discours, minute de silence et parfois *Marseillaise* chantée par les élèves d'une classe de CM2 ou de collège, en présence ou non d'un détachement militaire).

Les Kanak sont majoritaires dans certaines communes de l'archipel des Loyauté, aux îles Bélep, à l'île des Pins, à l'île Ouen et dans toute la Province Nord. Mais ils sont eux aussi divisés : les uns restent "loyalistes", citoyens français se revendiquant fidèles à la Nation. Ils commémorent comme et avec leurs compatriotes français, souvent selon des procédés assez traditionalistes et avec plus d'extériorisation de leurs sentiments. Il suffit de voir les cérémonies à Lifou (Province des Iles Loyauté), mêlant les cérémonies coutumières et les danses locales, à l'expression française du souvenir, pour avoir l'impression que les commémorations n'ont pas changé depuis presque un siècle. Les autres, indépendantistes et nationalistes, ne reconnaissent plus le drapeau français, qui flotte pourtant à côté de celui de la revendication indépendantiste sur les bâtiments officiels depuis 2012. Pour eux, depuis 25 ans (période des "événements"), les commémorations républicaines n'ont pas de sens. Pourtant, tout au long de l'année 2014, leurs positions ont évolué.

Pour beaucoup, *les enjeux culturels patrimoniaux* invitent à *appréhender le conflit dans la perspective d'une histoire nationale...*"en devenir" pour la "Kanaky" que d'aucuns appellent de leurs vœux dans un avenir très proche. Par ailleurs, l'Europe reste, dans l'opinion publique calédonienne, largement méconnue malgré l'aide qu'elle apporte à la Nouvelle-Calédonie et sans doute aussi quant à l'histoire commune de la France et de l'Europe. Peu de rapprochements sont envisagés avec les pays européens et des commémorations communes pourraient paraître inappropriées. Encore que, en 2014, pour la première fois, le consul honoraire d'Allemagne en Nouvelle-Calédonie a été présent à toutes les cérémonies de commémoration de la Grande Guerre.

Depuis peu, des Kanak revendiquent leur participation à la Guerre comme un élément d'un passé commun entre clans, tribus, districts. La réconciliation avec les clans alliés des Français en 1914-1918 n'a pas cependant toujours été menée à bien et les oppositions sont, encore aujourd'hui, révélées lors de projets économiques ou fonciers, comme pour la construction des deux usines métallurgiques du Sud et du Nord. C'est ainsi que dans une commune de la Province Nord, un projet de commémorations importantes (la réhabilitation du monument aux morts et des tombes des anciens combattants issus des deux communautés, une exposition sur l'historique du bataillon du Pacifique, des conférences et une exposition préfigurant un futur musée communal, l'implication des écoles dans les cérémonies, etc.) n'a pu être mené à bien en raison d'une forte opposition au sein du conseil municipal. La mesure ne serait qu'ajournée. Néanmoins, en envisageant un "destin commun" avec les Européens, les Kanak en viennent à reconsidérer l'histoire du bataillon du Pacifique dans la Grande Guerre comme un moment du passé où, dans la lutte pour la liberté de la France et du monde, ils ont eu un "destin commun" de deux années (1917-18) avec les créoles calédoniens. Mais ils y incluent aussi ce "destin commun" des trois années de guerre (1916 à 1919) avec les Français en métropole où les tirailleurs n'étaient plus soumis au régime de l'indigénat, avaient la liberté de circuler librement durant leurs permissions, de fréquenter la population locale, les lieux de culte, les bistrotts et les bordels ...

Chaque 25 avril, des cérémonies communes avec les anciens combattants des ANZAC (*Australian and New-Zealand Army Corps*) ou du Vanuatu (ex. Nouvelles-Hébrides) se déroulent à Nouméa sur l'esplanade des monuments aux morts des guerres du XXe siècle. Sur la côte ouest, deux lieux du souvenir liés à la Seconde Guerre mondiale les accueillent. En 2014, ces cérémonies sur le site du cimetière néo-zélandais de Nessadiou à Bourail ou sur celui du mémorial de la plaine des Gaïacs à Koné ont connu une importance rivalisant avec les

cérémonies républicaines du 14 Juillet. Cependant, 2015 va connaître des manifestations de plus grande ampleur encore, en raison de l'anniversaire du départ des contingents océaniens vers les champs de bataille de l'Europe. Enfin, la position géographique de l'archipel calédonien, les nombreux étudiants qui fréquentent les universités australiennes ou néo-zélandaises, le tourisme multiethnique vers les grands voisins de la Nouvelle-Calédonie conduisent les Calédoniens à envisager les commémorations de la Grande Guerre à l'instar de celles que connaissent les Australiens, pour qui l'Anzac Day, commémorant le débarquement à Gallipoli en 1915, reste le premier acte de l'édification de la nation australienne et l'unité de ses populations.

Projets et réalisations

Certains projets sont achevés comme l'exposition "*Affiches du Centenaire La Grande Guerre en Nouvelle-Calédonie*" présentée à l'ONAC à Nouméa, à partir de panneaux réalisés en métropole. Une photographie concernant la Nouvelle-Calédonie a été ajoutée à chaque panneau. L'exposition "*Cent affiches dans la Grande Guerre*", préparée par Véronique Defrance, conservatrice du Musée de la ville de Nouméa (MDVN) et l'historienne Sylvette Boubin-Boyer sur des affiches appartenant au collectionneur calédonien Pierre Grézard a été présentée en 2014, à Vincennes, Avalon (89), Lyon, Perth et Sydney (Australie). Elle le sera à Nouméa en 2015. D'autres projets, en voie de réalisation fin 2014, comme le double DVD pédagogique "*La Grande Guerre en Nouvelle-Calédonie*" réalisé par le Centre de Documentation pédagogique calédonien, le MDVN et le vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie sont lancés en avril 2015, correspondant à la commémoration du départ du premier contingent créole de Nouvelle-Calédonie vers Marseille.

Le RIMAP-NC (Régiment d'infanterie de Marine du Pacifique, Nouvelle-Calédonie) poursuit le recensement des tombes d'anciens combattants en Nouvelle-Calédonie en vue de leur réhabilitation. La difficulté réside dans le fait que les cimetières kanak comportent très peu de monuments funéraires pérennes, les croix de bois n'ont jamais été entretenues ni renouvelées, les noms des tirailleurs sont oubliés... La collation des résultats n'a pas été remise comme prévu fin 2014.

Le Souvenir français poursuit la recherche des sépultures de Calédoniens ou de Kanak morts pour la France en métropole, en Europe, sur les théâtres de l'armée d'Orient. Lorsque l'une d'elles est retrouvée, un dossier est remis soit par une section du RIMAP-NC soit par le président du Souvenir français aux familles lors d'une cérémonie.

Le dossier comporte la fiche du soldat ou du tirailleur mort pour la France (site "mémoire des hommes"), une photo de la tombe, un extrait de carte IGN permettant la localisation géographique, un court résumé historique de la période de la guerre où le soldat a perdu la vie. De plus, de 2014 à 2018, lors de chaque commémoration officielle d'évènements survenus durant la guerre, le Souvenir français distribue une plaquette explicative aux invités.

Certains projets restent imparfaits, sans véritable ambition de compréhension en raison d'un manque de hauteur de vue et de connaissances historiques, notamment parmi les collectionneurs. Ceux-ci se consacrent aux objets récoltés sur les champs de bataille en métropole, ainsi qu'aux armes, uniformes, livrets militaires, lettres ou objets divers ayant appartenu à des soldats calédoniens ou des tirailleurs, souvent obtenus par échanges. Leur participation est précieuse pour répertorier des objets de la vie quotidienne, militaire ou juridique ayant appartenu aux soldats ou aux tirailleurs. Mais ils manquent de rigueur scientifique et parfois d'éléments de vérité historique pour certaines réalisations dont ils sont les conseillers. Par exemple, la statue spécialement sculptée pour le Sénat coutumier pour la journée du 11 Novembre 2014 en hommage aux tirailleurs kanak de 1916-1919 présente-t-elle un casque de tirailleur du BMP (1917-18) orné d'une grenade dégoupillée dans un cercle portant l'inscription de l'infanterie de marine : la réalité est que, pour 1917-1918, d'après les rares photos et extraits de films de l'ECPAD (Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense), ce casque ne montre qu'une grenade dégoupillée sans autre ornement. Déjà, en 1916, les casques à l'instruction des tirailleurs étaient nus, sans référence au bataillon d'infanterie coloniale de Nouvelle-Calédonie.

En Nouvelle-Calédonie, le clivage sociétal donne à chacun l'impression de pouvoir maîtriser l'ensemble des évènements historiques qui ont marqué le pays et ses habitants. C'est ainsi que lorsque le précédent haut-commissaire de la République, Jean-Jacques Brot, a nommé le Président du Comité du Centenaire, son choix s'est porté sur le Président de l'ONAC qui est un retraité de l'armée, omniprésente malgré la diminution récente des effectifs en Nouvelle-Calédonie. À son tour, celui-ci a désigné une quarantaine de membres censés représenter toute la société calédonienne mais ne comportant presque pas de Kanak. Parmi ces membres figure une seule docteur en histoire contemporaine (qui travaille depuis 25 ans sur le sujet de la Grande Guerre en Océanie et plus particulièrement en Nouvelle-Calédonie). Aucun des autres représentants (professeurs, "passionnés d'histoire"

issus de la société civile ou militaire sans diplômes spécifiques, collectionneurs, administratifs, édiles locaux...) n'a produit de travaux historiques sur le sujet. Par honnêteté intellectuelle, certains s'appuient sur les données connues et avérées, mais la plupart sont indifférents et peu soucieux de vérité historique. Ils se fient à la "mémoire", aux approches forcément sélectives de souvenirs, ou encore uniquement aux données de l'histoire nationale, négligeant le statut de colonie de la Nouvelle-Calédonie d'alors. Des unités des forces armées continuent encore à utiliser des "historiques régimentaires" du bataillon du Pacifique, rédigés parfois depuis plus de 50 ans sans avoir été rectifiés. Dans ces historiques, le rôle des Calédoniens et des Kanak durant la Grande Guerre est souvent largement minoré au profit des seuls Tahitiens, au point d'attribuer la citation du BMP aux lendemains de l'attaque de la plaine du Marlois et de la reconquête du village de Vesles-et-Caumont en 1918, aux seules compagnies tahitiennes. Durant ces combats, trente-huit Kanak et Calédoniens et dix Tahitiens sont morts au champ d'honneur.

Enjeux politiques : un difficile chemin des communautés calédoniennes l'une vers l'autre à travers la guerre

En Nouvelle-Calédonie, le défi des commémorations de 1914-1918 a été de faire participer ensemble Kanak et « Caldoches ». Tout au long de l'année 2014, la demande en conférences, expositions, ou tout autre moyen d'information sur la Nouvelle-Calédonie et les Calédoniens et Kanak engagés dans la Grande Guerre a été grande tant en Nouvelle-Calédonie, qu'au Vanuatu (ex Nouvelles-Hébrides), aux Fidji et en métropole, de la part des établissements scolaires, des communes, des musées, des responsables coutumiers, des associations. La diffusion d'une histoire encore mal connue car enseignée depuis peu (souvent au gré des enseignants) dans les établissements scolaires de Nouvelle-Calédonie (CM2, 3e, 1ère, lycées professionnels) reste une priorité pour les années à venir. Les manuels locaux d'histoire ont été réalisés de 1992 (CM2) à 2011 (premières). Les outils pédagogiques sont de plus en plus nombreux : articles et images du site de la Mission du Centenaire, fiches pédagogiques liées à l'exposition sur la Grande Guerre en Nouvelle-Calédonie au musée de la ville de Nouméa, coffret double DVD "*La Nouvelle-Calédonie dans la Première Guerre mondiale*" (VR-NC, CDP, Canopé, ONAC, ECPA-d, MDVN). Par ailleurs, durant toute l'année 2014, de nombreuses expositions ont eu lieu, des "docu-fictions" ont été tournés par des réalisateurs locaux. Des publications doivent permettre aux élèves et aux citoyens calédoniens et kanak de s'approprier ce pan de l'histoire, au sein de l'histoire de la Grande Guerre, dont ont découlé

de nombreuses modifications des sociétés en Nouvelle-Calédonie, permis la marche vers la disparition du régime de l'Indigénat et l'octroi de la citoyenneté aux anciens sujets de la République.

Les commémorations du 11 Novembre 2014 ont été nombreuses et leur diversité révèle à la fois la récupération de l'histoire et le réel besoin de compréhension (vérité ?) historique, en lien ou non avec les commémorations spécifiques du Centenaire. L'exemple des entreprises de la commune de Poya (Province Sud) permet d'expliquer ce propos. La commune de Poya, située au centre de la Grande Terre est composée de cinq tribus (constituant autrefois "district de Muéo") indépendantistes, d'éleveurs calédoniens et de métis peu nombreux. Le conseil municipal a souhaité disposer d'un exposé historique sur l'engagement de ses populations dans la Grande Guerre, des fiches de mobilisation des citoyens français et celles de l'engagement volontaire des tirailleurs kanak (1/4 d'Européens et 3/4 de Kanak), ainsi que celles des "morts pour la France" (MPF) dans le but de préparer une exposition de photos présentant les différents soldats calédoniens et kanak de Nouvelle-Calédonie, tant en Calédonie que sur les champs de bataille, sans oublier la vie quotidienne dans la colonie. La finalité était de mieux appréhender comment le village de colonisation de Poya et les tribus du district de Muéo ont compris et admis en 1914, la mobilisation des citoyens ou l'engagement volontaire des sujets dans le maelström de la guerre.

Une cérémonie officielle s'est déroulée le 11 novembre 2014 de 9h à 16 h, au monument de Poya-Nékliai, situé dans la tribu de Nékliai, réhabilité pour l'occasion, en hommage aux tirailleurs et aux deux colons du district de Muéo morts pour la France. Inauguré le 20 octobre 1933 par le Père mariste Gagnères, ancien combattant qui en était à l'origine, ce monument avait été érigé devant l'église de la tribu de Nékliai. Il avait été réalisé également, sur l'insistance du capitaine de gendarmerie Meunier, ardent promoteur de la Nouvelle politique indigène du gouvernement français dans les colonies. Meunier avait fourni le ciment nécessaire au socle. Tous les habitants du district avaient apporté leur aide matérielle ou leur argent : un maçon japonais, des ouvriers javanais et autres Indochinois engagés sur mine ou stations d'élevage, les Kanak des tribus, les colons du lieu, les employés de la conserverie de viande... L'inauguration du monument avait été l'occasion de grandes fêtes inter-ethniques civiles, religieuses et coutumières. Moment de liesse pour les survivants, de tristesse et d'hommage pour les familles de ceux qui n'étaient pas revenus. Ainsi ce monument, élément syncrétique de toutes les synergies d'un centre de colonisation et de ses tribus a permis, quinze ans après l'armistice, de se remémorer les noms des partants, le

sacrifice de ceux qui ont donné leur sang (au sens propre) pour la France mais montré aussi la difficulté de vivre de ceux qui étaient restés au pays. La réunion de toutes les bonnes volontés autour de la décision, de la recherche des fonds, de la construction puis de l'inauguration du monument, a, durant de longues années, montré à toute la communauté villageoise, le sacrifice des enfants du lieu pour une Patrie utopique, lointaine et inconnue. Cette mémoire commune élaborée et entretenue contribue à expliquer que, lors de la Seconde Guerre mondiale, l'appel du général de Gaulle a été ressenti comme un devoir de résistance de la part d'anciens combattants et de leurs enfants qui se sont, à nouveau ou à leur tour, engagés dans le bataillon du Pacifique ou au service des unités de l'armée américaine déployées dans l'archipel.

Ce 11 Novembre 2014, la Maire de Poya, Yasmina Metzdorf (épouse d'un descendant de colon allemand, elle-même descendante d'un Serbe et de colons germano-australiens) a fait un discours chaleureux, humain, historique et très démocratique. Les enfants des écoles ont proposé des chants de la Grande Guerre, des saynètes mémorielles, les Vieux (Kanak et Calédoniens) se sont exprimés. Etaient présents : le sous-préfet de région, le commandant de gendarmerie de Poya, un détachement de gendarmes cavaliers du PSIC-NC (Peloton de Surveillance et d'Intervention à Cheval de la Nouvelle-Calédonie) de Népoui, un porte-drapeau représentant l'Amicale des anciens combattants de Nouvelle-Calédonie, issue de la première association créée en 1919 en Nouvelle-Calédonie avec pour devise "Unis comme au front", les coutumiers et les habitants de toutes les tribus, au moins un descendant de chaque famille de colons et de Kanak ayant participé à la Grande Guerre et un public très nombreux... La cérémonie s'est déroulée sur le site, dans la dignité, le respect des "morts pour la France" et le désir de faire de ce moment particulier une journée mémorielle consensuelle, reposant sur l'histoire commune de la Nouvelle-Calédonie et de la France... Tous les objectifs ont été atteints, une preuve de l'intérêt suscité par le projet a été la première place remportée par le CM2 de l'école primaire de Népoui, au concours national des "Petits artistes de la mémoire ».

Des cérémonies clivées

Deux cérémonies montrent à nouveau la force des clivages. A Nouméa, le 11 Novembre 2014, de 9 heures à 16 heures, sur le site du Sénat coutumier à Nouville, tout le cérémonial des grandes manifestations kanak d'antan a été déroulé en "hommage et gratitude aux tirailleurs kanak de la grande Guerre". Après la cérémonie de coutume d'accueil et maints discours plutôt consensuels et modérés sur

le plan politique mais fermes quant à l'avenir souverain de la Nouvelle-Calédonie, le président du Sénat coutumier, Jean Kays, a dévoilé une grande statue de tirailleur installée sur un socle de ciment présentant deux plaques en l'honneur des tirailleurs de 1916-1919. La première : "Hommage et gratitude aux tirailleurs kanak de 1916-1919" a été gravée pour l'occasion à l'initiative du Sénat coutumier, et la seconde "Devoir de mémoire pour nos vieux mélanésiens de l'aire " suivie des noms des huit aires coutumières de Nouvelle-Calédonie a été offerte par les soldats kanak du RIMAP- Fréjus qui avaient organisé, en 2008, une journée de commémoration entre Océaniens, dans leur caserne, en présence des autorités coutumières de Nouvelle-Calédonie, du COMSUP (commandant supérieur des troupes) venant alors de terminer son séjour à Nouméa, de leurs officiers et d'édiles de Fréjus.

A Nouville, sur le "sentier coutumier" bordant le rivage, vingt-cinq grandes photographies dans l'ordre chronologique, accompagnées d'un cartel explicatif succinct montraient les tirailleurs kanak durant la Grande Guerre. Puis, à la demande du président du Sénat coutumier, une conférence sur "*L'engagement de la Nouvelle-Calédonie et des Kanak dans la Grande Guerre*" a été donnée par S. Boubin-Boyer. Outre sur les mesures classiques de l'engagement, celle-ci a insisté plus particulièrement sur le poids économique supplémentaire porté par les Kanak durant la guerre en Nouvelle-Calédonie et sur la période où, en France, dans les dernières batailles de l'Aisne sur la ligne Hunding, "*Calédoniens, Canaques et Tahitiens*" étaient réunis au sein du bataillon mixte du Pacifique (1917-1918). Devant une assistance presque exclusivement kanak, après une heure d'exposé, un débat passionné, voire passionnel a duré presque deux heures, surtout porté sur des demandes de précisions juridiques et historiques mais également laissant la place à des témoignages émouvants sur les tirailleurs kanak... Le témoignage particulier de la petite-fille, « caldoche », d'un ancien maire de Nouméa (seul métis kanak à avoir occupé ce poste) a apporté des précisions sur l'engagement des métis calédoniens citoyens français. En fin d'après-midi, un hommage rituel dit « coutume de départ » a été rendu, non seulement aux chefs des sept autres aires coutumières mais, pour la première fois "*aux archivistes et historiens qui œuvrent pour rendre leur histoire à tous les habitants de la Nouvelle-Calédonie*". La "guerre des mémoires" kanak (reposant sur les travaux des ethnologues) et calédonienne (reposant sur l'étude scientifique des documents d'archives) pourrait se dissoudre dans la dynamique des commémorations durant les années qui restent jusqu'en 2018, année des cent ans de l'Armistice mais aussi année du référendum d'autodétermination menant -ou pas- à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie.

Dans une commémoration semi officielle (puisqu'à l'initiative du seul Sénat coutumier) cette catégorisation ethnique des soldats originaires de Nouvelle-Calédonie de la Grande Guerre reste politique et ne semble pas réellement en faveur d'un "destin commun". Mais le désir de connaître et d'écrire une histoire commune grâce à cette période de la "grande histoire de France" est signe d'une évolution importante vers l'acceptation des "victimes de l'histoire" (colons d'origine pénale) et des autres Européens dans un avenir politique commun.

En outre, à Nouméa, le 11 Novembre 2014, a eu lieu la traditionnelle cérémonie au monument aux morts "de la colonie - Nouvelle-Calédonie Nouvelles-Hébrides", très belle mais très formelle, très républicaine et très convenue : le haut-commissaire, les hauts fonctionnaires, tous les corps constitués et associations d'anciens combattants étaient présents. La cérémonial a mis en valeur la remise de médailles par le COMSUP-NC à des militaires ayant servi en Afrique ou au Moyen-Orient. Très peu de présence kanak, mis à part les quelques soldats actuellement engagés dans le SMA (service militaire adapté). L'hommage rendu à ceux qui sont morts pour la France en 1914-1918 a semblé lointain, peu précis, occultant l'histoire des Calédoniens et Kanak dans la Grande Guerre. D'une certaine façon, par ce silence, les enjeux mémoriels laissent place aux enjeux politiques immédiats.

Conclusion

La presse écrite ou audio-visuelle a généralement suivi une ligne volontairement anecdotique et fait preuve de beaucoup de légèreté dans son propos. De Tahiti à Nouméa, le sujet a attiré un grand nombre de "requins" qui ont créé des officines de production et inondent l'opinion. En dépit de quelques unes de ces réalisations d'une médiocrité consternante, le foisonnement des autres projets de la société civile (enseignement, culture...), réussis ou non, a permis à beaucoup d'habitants de la Nouvelle-Calédonie de comprendre le rôle de leurs ascendants dans la guerre, la place de leur territoire dans l'ensemble français, les enjeux d'un conflit qui pourtant semblait ne pas les concerner. La demande reste forte pour les années prochaines, en commémorations des départs des "contingents" océaniens depuis Nouméa, en récits d'expériences au front des mobilisés et des tirailleurs, en expositions sur la vie quotidienne au pays durant la guerre. Mais un danger lié à la situation politique peut venir troubler l'ordonnancement de ces commémorations car, en l'absence de réaction à la méconnaissance des médias, à la réutilisation hasardeuse de données historiques

erronées par des amateurs sans scrupules, les enjeux mémoriels des Kanak et des Calédoniens et leur expression risquent de tomber dans l'écriture d'un "roman national" basé sur des légendes, des visions limitées. L'indifférence peut aussi primer, au vu des échéances politiques de la Nouvelle-Calédonie quant à la mise en place de sa pleine souveraineté.

